

que nous venons tous au monde et qu'un jour nous mourrons, cela établirait clairement que le total des décès est égal à celui des naissances et que, par conséquent, il n'y a d'augmentation de population nulle part au monde. Tout le monde s'esclafferait de rire, car on trouverait cela stupide! Seulement, c'est vrai que nous allons tous mourir un jour et que le total des décès finira par être égal au total des naissances.

Il faut donc tenir compte du temps, car on meurt à tout âge et, par conséquent, le facteur temps joue, mais c'est pendant ce temps que la population augmente et à un tel point qu'on se demande pourquoi les gouvernements n'établissent pas un système de régularisation des naissances. Pourquoi est-ce qu'on s'obstine à vouloir régulariser les naissances, si le total des décès doit un jour égaler celui des naissances? Pourquoi régulariser les naissances? Est-ce parce qu'on régulariserait en même temps les décès?

Monsieur l'Orateur, le système est stupide, et lorsque le Ralliement créditiste réclame la distribution d'un dividende national à chaque citoyen en vue de lui assurer un minimum vital, il est logique. Faisons l'essai logiquement, sincèrement, franchement, et nous constaterons les résultats. S'ils ne sont pas bons, arrêtons-nous là, mais, s'ils sont bons, continuons!

Nous demandons également d'équilibrer la somme des prix attachés à la production canadienne et le pouvoir d'achat qui est entre les mains des consommateurs, au moyen d'un escompte compensé accordé aux consommateurs.

Monsieur l'Orateur, il y a des années que nous proposons les solutions créditistes, mais, au lieu d'y attacher de l'importance, les gouvernements aiment mieux jouer dans des Livres blancs, former des commissions d'enquête pour déterminer s'il existe des pauvres et toutes sortes d'autres choses...

M. l'Orateur suppléant (M. Béchard): A l'ordre. Je regrette d'interrompre l'honorable député, mais son temps de parole est écoulé et il ne peut poursuivre ses remarques à moins que la Chambre ne donne son consentement unanime.

Des voix: D'accord.

M. l'Orateur suppléant (M. Béchard): D'accord!

M. Caouette: Monsieur l'Orateur, je suis reconnaissant aux honorables députés de me donner l'occasion de terminer mes remarques qui, d'ailleurs, ne seront pas tellement plus longues, étant donné je les avais presque terminées.

[M. Caouette.]

Je voudrais quand même, avant de reprendre mon siège, dire que le temps est arrivé, je crois, où les gens qui ont quelque responsabilité, comme les députés, les conseillers municipaux et les maires, de considérer le Crédit social avec plus d'attention et de sérieux qu'ils ne l'ont fait jusqu'ici. Nous ne cessons de demander que le secteur public de notre économie soit financé par la Banque du Canada.

Tantôt, le député de Waterloo avait bien raison de dire que rien ne nous empêche d'avoir recours à la Banque du Canada. Ce n'est pas moi qui l'ai dit, mais bien M. Graham Towers, alors qu'il était gouverneur de la Banque du Canada. Il disait, en 1939, que le Parlement avait le pouvoir d'exiger que la Banque du Canada fasse les crédits nécessaires pour rendre financièrement possible ce qui est physiquement réalisable et souhaitable.

Tantôt, j'entendais le député de Waterloo dire que nous serions probablement obligés de nous isoler sous le régime monétaire du Crédit social.

• (9.20 p.m.)

Monsieur l'Orateur, nos dollars ne circulent pas ailleurs qu'au Canada, pas même chez nos voisins du Sud, les Américains. Quand je suis allé en Russie, je n'ai pas vu un seul dollar canadien, pas plus qu'en Tchécoslovaquie, en Inde, à Tokyo, à Hong-Kong ou à Formose. Mais ils circulent chez nous, au Canada, il faut l'avouer. Et ce qui intéresse les étrangers, c'est de savoir combien de produits canadiens ils peuvent obtenir en échange d'un dollar canadien.

Allons aux États-Unis et faisons un essai. Déposons une pièce de 25c. dans une distributrice à cigarettes, par exemple, et elle le rejettera. On ne peut même pas s'acheter un paquet de cigarettes avec une pièce de 25c. canadienne aux États-Unis.

Alors, notre dollar n'a sa pleine valeur que chez nous. Ce qui intéresse l'étranger, c'est de savoir ce qu'il peut acheter chez nous avec un dollar canadien. Si nous produisons davantage, notre dollar aura plus de valeur et notre commerce extérieur sera plus florissant qu'il ne l'a jamais été, parce que les gens qui achètent de nous obtiendront plus pour un dollar canadien.

Monsieur l'Orateur, c'est pour cela que nous demandons que la Banque du Canada, qui est notre propre institution financière, serve à financer le secteur public tout entier de notre économie, qu'il s'agisse des municipalités, des commissions scolaires ou des provinces, surtout elles, ces pauvres provinces! On peut les voir actuellement dans l'ancienne gare d'Ottawa, suppliant le très honorable premier ministre de leur donner un peu d'argent, parce qu'elles ne peuvent plus s'admi-